

SERVICE NATIONAL, SERVICE CIVIQUE : MÊME COMBAT ! POUR UN SERVICE NATIONAL UNIVERSEL EFFICACE

Marie Trelu-Kane, co-fondatrice d'Unis-Cité
novembre 2017

ALORS QUE NOTRE CAPACITÉ à faire société dans le respect de nos différences est mise à l'épreuve par le terrorisme islamiste, alors que certains de nos jeunes se considèrent comme abandonnés par notre République, alors que notre pays compte encore 2 millions de jeunes déscolarisés et sans emploi... **le Service Civique est un dispositif qu'il nous faut considérer avec la plus grande attention.** Toutes les études réalisées depuis sept ans¹ montrent que sans être une solution miracle, il remplit parfaitement son rôle de réconciliation de nos jeunes à la chose publique, tout en leur permettant de remplir des missions d'intérêt général aujourd'hui essentielles (dans les écoles, hôpitaux, collectivités, associations...), et de développer des compétences clés pour leur propre insertion. A ce titre, et alors que le Service Civique, quoique volontaire, fait aujourd'hui **partie intégrante de notre Service National**, aucun "nouveau Service National", ne pourra être envisagé sans se poser la question de la généralisation du Service Civique, créé en 2010 sur la base d'expérimentations concrètes ayant fait la preuve de leur efficacité², et pour les raisons mêmes³ qui sous-tendent le nouveau projet de Service National proposé par le Président de la République.

En tout état de cause, alors que le gouvernement prépare un **Plan d'Investissement d'Avenir pour la formation des jeunes sans emploi**, ne faut-il pas réfléchir sérieusement à faire de cette étape d'apprentissage par l'action citoyenne qu'est aujourd'hui le Service Civique une étape incontournable du parcours éducatif de tous nos jeunes, et en particulier de ces 2 millions de jeunes déscolarisés et sans activité? L'expérience d'Unis-Cité avec ces jeunes montre que 8 mois de service civique encadré sont souvent la 1^{ère} étape, fondatrice, d'un parcours de retour vers la formation et l'emploi : celle de la réconciliation avec soit même et avec la société, celle des savoirs être et savoirs faire transversaux essentiels à tout projet d'insertion.

LE SERVICE NATIONAL AUJOURD'HUI

LE SERVICE NATIONAL QUI EXISTE
AUJOURD'HUI*, EST COMPOSÉ DE :

1 TROIS OBLIGATIONS :

- le recensement
- l'éducation à la défense (théoriquement dans l'enseignement secondaire)
- une "Journée Défense Citoyenneté" (ex-JAPD)

2 LE SERVICE CIVIQUE VOLONTAIRE :

(6-12 mois, financé en bonne partie par l'Etat), dont l'objectif est qu'il soit accessible à tous.
> 95 000 jeunes en 2016.

*(lois du 17/10/1997 et du 10/03/2010)

L'ÉQUATION À RÉSOUDRE

1 UN PROJET DE SERVICE MILITAIRE / NATIONAL D'UN MOIS DIFFICILE À METTRE EN PLACE

- coût du projet initial estimé à 3 milliards €/an (fonctionnement) + 15M€ d'investissement
- difficile à porter pour les armées, déjà prises sur d'autres fronts (internes et externes)

2 UN SERVICE CIVIQUE EFFICACE, AU POTENTIEL SOUS-EXPLOITÉ (notamment pour les jeunes en difficulté d'insertion)

- 90% de taux de satisfaction chez les jeunes et les structures d'accueil
- 70% de retour à l'emploi ou la formation qualifiante à la sortie
- Très efficace auprès des jeunes Neets⁴ (expérience Unis-Cité auprès de 20 000 jeunes - démultipliable)

LE NOUVEAU

SERVICE NATIONAL ?

UN SERVICE NATIONAL MODERNE EN TROIS ÉTAPES CONSTRUISANT SUR L'EXISTANT⁵

– conçues comme trois temps d'un parcours d'éducation à la responsabilité et à l'engagement citoyens :

1 UNE EDUCATION À LA DEFENSE ET LA CITOYENNETÉ RENFORCÉE

tout au long du cursus scolaire, du primaire à la fin du secondaire, avec une pédagogie active intégrant 100 heures de service "sur le terrain"

2 5 OU 6 "JOURNÉES DÉFENSE CITOYENNETÉ" (entre 16 et 21 ans) :

brevet de secourisme, journée d'exercices avec les forces de l'ordre, tests de santé et d'illettrisme, prévention des risques, orientation...

3 UN SERVICE CIVIQUE GÉNÉRALISÉ (6 à 12 mois, en collectif de jeunes pour une mixité sociale effective), À MINIMA OBLIGATOIREMENT PROPOSÉ :

- aux jeunes ni en emploi ni en formation (avec option Service Militaire Volontaire)
- aux jeunes sans choix clair d'orientation après le Bac (objectif : réduire les coûts des erreurs d'orientation)

INVESTISSEMENT REQUIS :

3,3 MILLIARDS D'EUROS à terme

(6 fois moins que le projet initial d'un mois investissement compris)

= dont 1,5 milliards d'indemnités versés aux jeunes, notamment sans emploi (base : 400 000 jeunes en SC long/an)

= en partie financable via le **plan d'investissement d'avenir pour la formation des jeunes** (65% du coût estimé)

¹Voir études ASC décembre 2016, étude du CESE - mai 2017 et hors-série Unis-Cité : "généraliser le Service Civique : un investissement rentable" / ²En particulier l'expérience Unis-Cité depuis 1995, "action tank" français en matière de formes civiles de Service National. / ³Voir analyse en annexes / ⁴Neither in Employment, Education nor Training : sortis de formation initiale et sans emploi / ⁵outre le recensement